

# Le massacre de Murambi

Catherine Ninin

RFI, 30 mars 2004

RFI, mardi 30 mars 2004. RFI Soir Reportage : Le massacre de Murambi par Catherine Ninin.<sup>1</sup>

Le 21 avril 1994, dans la préfecture de Gikongoro au sud-ouest de Kigali, 50 000 Tutsi réfugiés dans l'école de Murambi périssent en une nuit sous les coups des miliciens Interahamwés et les machettes des paysans hutu. Au même moment se déroule un drame identique à quelques kilomètres dans la paroisse de Cyanika. Des rescapés, des bourreaux qui avouent leur crimes, d'anciens détenus témoignent et racontent jour après jour comment ces massacres ont été planifiés puis réalisés. A la fin du mois de juin 1994, l'opération Turquoise a établi son QG dans l'école de Murambi. Par ailleurs, l'ex-préfet de Gikongoro, considéré comme l'un des principaux responsables de ces tueries, vit aujourd'hui en France. Plusieurs plaintes ont été déposées contre lui. Il est actuellement mis en examen. Reportage de Catherine Ninin.

RFI soir reportage et 2ème volet de notre dossier consacré au 10ème anniversaire du génocide rwandais. Hier avec David Servenay "Les 3 jours qui ont fait basculer le pays dans l'horreur". C'était à partir du 6 avril 1994. Aujourd'hui, Catherine Ninin, bonsoir.

- Bonsoir Hervé.

Les mécanismes de la mort, reportage enquête le 21 avril 94, massacre dans l'école de Murambi.

- Oui, nous partons dans la province de Gikongoro, au sud-ouest de Kigali. C'est à quelques 150 km environ de Kigali à 3 h de route. Nous ne sommes pas très loin du Burundi. Cette province, appelée préfecture du temps du président Habyarimana, a connue depuis 1959 une série de grands massacres. En 1959, 2 ans avant l'indépendance, les Tutsi étaient déjà pourchassés et un grand nombre d'entre eux ont fui vers le Burundi, dès cette date-là.

Ce qui s'est passé dans cette province en 94 est terrible. Près de 100 000 personnes ont été tuées en 3 mois de génocide, mais cette nuit du 21 avril 1994 marquera je crois à jamais l'histoire de l'humanité. Simultanément vont se dérouler plusieurs massacres, orchestrés par les autorités de l'époque aidées de la population, dans l'école de Murambi, dans la paroisse de Cyanika et à Kaduha. Plus de la moitié des victimes de la province de Gikongoro seront assassinées à cette date. Tout était prêt pour ce génocide au lendemain de la mort du président Habyarimana.

- Vous avez évidemment reconstitué les faits. Et on va l'entendre, paroles de victimes et également paroles de bourreaux. On écoute votre reportage.

« À Murambi les corps recouverts d'une fine couche de boue étaient presque tous intacts. Sans qu'il put dire pourquoi, les ossements de Murambi lui donnaient l'impression d'être encore en vie. Peut être à cause de tous ces bras tendus vers les Interahamwe dans une ultime et absurde supplique. Une forêt de bras encore bruissante de cris de terreur et de désespoir. Il prit peur. »

Boubacar Boris Diop "*Murambi - Le livre des ossements*"

---

1. Catherine Ninin, RFI, 30 mars 2004. [http://www.rfi.fr/actufr/articles/052/article\\_27284.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/052/article_27284.asp)

« Si vous regardez très bien, c'est ça les machettes qu'on aurait utilisé. Presque tous les corps des enfants qui sont ici, ne possèdent pas de têtes. Faut dire que les têtes on les frappait contre le mur. Si vous voyez celle-ci, on a découpé le pied avec la machette. Ça c'est l'os avec un, deux, trois, quatre, cinq, six, avec six coups de machettes. Ça c'est la crâne avec le coup de machette. Il y a un deux coups de marteaux, trois, ça c'est la machette, quatre, encore. »

Nous sommes dans l'école de Murambi, aujourd'hui devenu mémorial du génocide. Dans les salles de classe, les squelettes blanchis par le temps attestent de cette terrible nuit du 21 avril 1994. Cette nuit où des dizaines de milliers de Tutsi périrent sous les coups des miliciens et des paysans hutu.

Quelques mois plus tard les soldats français de l'opération Turquoise plantèrent le drapeau tricolore sur la colline de Murambi.

« Quand les militaires français sont arrivés avec l'opération Turquoise, ils se sont installés dans les salles de classe et leur drapeau était planté là où nous sommes. Ils habitaient là. »

Parmi les 3 500 détenus de la prison de Gikongoro. Un ancien bourgmestre, aujourd'hui condamné à mort a avoué. Désiré Ngezahayo explique comment ce massacre a été planifié par les autorités préfectorales et communales :

« Ensuite en 1994, après la mort du président Habyarimana, c'était le 6 avril. A partir du 7, 8, 9, les Tutsi ont plié bagage. Alors ils se sont regroupés dans des paroisses ou à côté des maisons communales. Ou dans les écoles. Le 9 avril nous avons été convoqués par le préfet de préfecture à Gikongoro, Laurent Bucyibaruta. Alors on nous a demandé de commencer à tenir des rondes, partout, et à demander à la population de veiller à ce que que les Inyenzi ne puissent pas s'introduire dans nos communes. »

Inyenzi, autrement dit des cafards ou cancrelats. C'est ainsi qu'à l'époque on appelait les Tutsi. Des massacres, il y en avait déjà eu dans la préfecture de Gikongoro en 59, en 63 et en 73.

Simon Mutungana est habitué. Il décide de se réfugier dans une paroisse :

« Le 9 avril les miliciens sont arrivés en grand nombre dans mon secteur. Ils ont détruit les maisons, mangé les vaches, tué les Tutsi. Moi, je me suis enfui à la paroisse de Kigeme. C'est là que le bourgmestre Semakawavu, le préfet Bucyibaruta, et le commandant de gendarmerie Sebhura nous ont fait conduire à Murambi.

- Est-ce que vous aviez peur ? Vous sentiez que quelque chose allait se passer ?

- Non, mais les paysans nous insultaient en disant "avant de brûler le chiendent il faut d'abord le ramasser". »

À la prison Emmanuel Birimbuga, un paysan hutu, lui aussi se rappelle comment les autorités locales ont organisé le regroupement des réfugiés dans cette école en construction :

« Les Tutsi s'étaient réfugiés là, dans cette école. Le capitaine Sebhura, le préfet Bucyibaruta et le bourgmestre Semakawavu sont venus avec des gendarmes pour les convoier vers Murambi. Là bas il y avait beaucoup de monde, dedans, dehors, des femmes, des enfants, il en venait de partout. »

A la préfecture les réunions se multiplient. Tandis que les réfugiés affluent à Murambi et dans la paroisse de Cyanika, à quelques kilomètres de là. Ils sont maintenant des dizaines de milliers.

[Désiré Ngezahayo] : « A partir du 13 avril, nous avons tenu encore une autre réunion avec le préfet, le colonel Simba était présent, le commandant de la gendarmerie ici qui s'appelait Sebhura, il était présent, il y avait le procureur de la République, il y avait les sous-préfets. Ce jour-là on a dit est-ce que les Tutsi qui se trouvent dans les paroisses, dans les maisons communales, est-ce qu'ils ont des problèmes ? Nous avons dit qu'ils ont des problèmes parce que les hutu qui étaient prêts à les attaquer. »

Aucune mesure n'est prise pour protéger ces populations civiles menacées. Au contraire à Murambi on coupe les vivres et l'eau. Et quelques jours plus tard, c'est le président par intérim de l'époque qui donne le signal de la mise à mort.

[Désiré Ngezahayo] :

« Le 19 avril 1994, il y a eu une réunion ici à la préfecture dirigée par le président de la République, Sindikubwabo Théodore. Alors, c'est le lendemain, le 20, qu'on a fait des préparations. Les gendarmes, ici à Gikongoro, ils ont pris donc des armes le sous préfet, Tenegua Joseph, a pris le véhicule, il a circulé avec le mégaphone et a appelé la population pour aider les militaires à massacrer les gens. Et le 21 très tôt le matin on a tué tous les Tutsi. Et à Murambi et à Cyanika et à Kaduha, ça c'est fait le même jour. »

Un rescapé :

« On était à peu près 50.000, il y avait des gens qui venaient de toute la région. C'est le 21 avril à 3 h du matin que les miliciens et les gendarmes nous ont attaqués à coup de fusils et de grenades. On a résisté jusqu'à 7 h du matin mais on n'en pouvait plus. Alors ils nous ont achevés à coups de gourdins et à coup de machettes.

- Vous êtes, euh, combien de rescapés aujourd'hui ?

- À ma connaissance pas plus de 12. »

Un tueur :

« C'est dans la nuit du 20 au 21 que les camions ont amené par centaines des paysans des environs. Vers 3 h du matin les gendarmes ont commencé à tirer. Mais au lever du jour les Tutsi de Murambi résistaient toujours. Ils nous lançaient des pierres. Alors les miliciens ont pris le relais des gendarmes, avec des grenades et avec des fusils aussi. Beaucoup de Tutsi sont morts. Et ceux qui tentaient de se sauver nous, les paysans qui étions déployés tout autour, nous les achevions à la machette et au gourdin. Mon gourdin je l'avais baptisé "sans pitié".

- Il y a eu beaucoup beaucoup de morts à Murambi ?

- Entre 40 et 45.000. »

Par miracle Simon a réussi à fuir, caché dans les forêts. Il assiste, tout comme Emmanuel, le paysan, à l'enfouissement des cadavres dans de grandes fosses tout autour de l'école. Mais la tâche est pratiquement impossible. Certains corps seront dévorés par les chiens. Quelques années plus tard, en 1997, 27 000 corps seront déterrés.

C'est le préfet qui a donné ordre de creuser ces charniers. Tout comme à Cyanika, là-bas le bourgmestre Désiré était dépassé. [Il cause français]

« À Cyanika, il y avait à peu près 10 000 morts. C'était catastrophique. Quand j'ai dit à la population de m'aider, la population a dit non, parce qu'il y a tellement de morts qu'on ne peut pas les enterrer. Le préfet a dit : "Je vais envoyer les prisonniers de Gikongoro, ils vont vous aider et puis on va creuser des fossés par des camions du Ministère des Travaux Publics." Et alors les prisonniers ont, ont chargé dans les camions les morts et puis on les a enterrés pendant 3 jours. »

Dans le même temps la traque aux Tutsi continue. Immaculée l'une des rares rescapées se souvient :

« Je suis la seule rescapée de toute ma famille. Après le massacre je me suis cachée dans un champ de sorgho. J'étais en sous vêtements parce qu'on m'avait arraché tous mes habits, j'étais comme folle. Dans ma fuite je suis arrivée sur une barrière, là on m'a totalement dévêtue. Heureusement je suis tombée sur quelqu'un qui m'a prêté une jupe. Mais en même temps il a refusé de me cacher alors j'ai continué à errer. Et c'est là que je suis tombée sur une autre barrière tenue par des militaires français. Ils disaient à tout le monde "fuyez, fuyez".

- C'était combien de jours après le massacre ?

- À peu près 4 jours. »

Mais que font ces Français à cette époque, ils ne sont pas censés être dans la région ni même au Rwanda. Les militaires français arriveront fin juin avec l'opération Turquoise. Et pourtant Navi, un ex-tueur et ex-prisonnier, les a aussi rencontrés. C'était quelques temps avant le massacre de Murambi :

« Avant le massacre de Murambi, je voyais les soldats français à Gatyazo, ils étaient là, ils patrouillaient sur les routes et c'est même eux qui nous ont encadré quand on a fui vers le Zaïre. [Gatyazo près de Gikongoro ]

- Il y avait des soldats français qui étaient déjà là, avant le 21 avril ?

- Oui, les soldats français étaient bien là avant le massacre de Murambi. Et les Tutsi qui ont été massacrés là-bas s'étaient d'abord réfugiés auprès des soldats français. »

Emmanuel le repenté est venu montrer où se trouvait la barrière et où ils jetaient les corps. Escortés d'un garde et du procureur, nous marchons.

« C'était ici la barrière dites-moi ?

- La barrière se trouvait ici. Ici, on se trouve au centre de Kabeza, à 1 km de Murambi.

- C'est là que vous, vous étiez ?

- C'est ici que se trouvait. Les Tutsi venaient. Quand ils arrivaient ici sur la barrière on demandait les cartes d'identité. Quand on trouvait que c'était des Tutsi, on les tuait et on les mettait dans les latrines qui se trouvaient tout près ici.

- Vous voulez me montrer ?

- Voilà ici il y avait une latrine. J'ai moi même tué 3 personnes. Je n'étais pas là 24h/24, mais je sais qu'il y a eu beaucoup de morts. Mais vous savez, j'ai un poids sur la conscience, j'ai tué une autre personne que j'ai jeté ailleurs. Aujourd'hui, je souhaiterais qu'elle aussi soit enterrée dignement.

- Pourquoi est-ce que vous avez participé à ce massacre ?

- Quand le FPR a attaqué en 90 on nous a dit "les cancrelats reviennent. Ces Tutsi qui autrefois vous ont opprimés, ceux qui ont tué vos parents et vos grands parents." Et ça on nous l'apprenait vraiment, déjà à l'école primaire.

- Vous aviez de la haine pour les Tutsi ?

- Très franchement oui. Même si ces Hutu et ces Tutsi se mariaient ensemble, même s'ils partageaient la bière. Au fond de nous on avait la haine. »

Aujourd'hui, Simon le rescapé vit dans une de ces petites maisons que le gouvernement rwandais a construit pour les rescapés sur les collines. Ses souvenirs le hantent. Et pourtant, certains des tueurs ont été libérés.

« De ma cachette j'ai assisté aux tueries toute la journée.

- Et votre femme et vos enfants ?

- J'ai pu retrouver ma femme et un enfant. Mais les deux autres ont été tués à Murambi. Il y avait aussi mes frères, mes soeurs. Toute ma famille a été exterminée.

- Est-ce qu'il y a des visages que vous avez reconnu parmi les tueurs ?

- Oui bien sûr. Dès qu'il a fait jour. Il y en a qui sont en prison aujourd'hui. D'autres viennent d'être libérés parce qu'ils ont demandé pardon. On cohabite ensemble sans problème. On va même créer une association qui rassemblera bourreaux et victimes.

- Et vous pourriez vivre à côté de celui qui a tué vos enfants ? Si vous le connaissiez ?

- Non seulement je le connais, mais en plus aujourd'hui c'est mon voisin. »

A la prison de Gikongoro, 1 500 détenus ont avoué. Emmanuel a dit sa vérité, neuf meurtres qui lui pèsent sur la conscience.

« Oui, j'ai vraiment des regrets. C'est pour cela que j'ai été l'un des premiers à avouer et à demander pardon aux victimes pour ce que j'ai fait. Mais vous savez il a encore beaucoup de paysans sur les collines qui n'ont jamais été inquiétés par la justice. Et ils n'ont jamais avoué quoi

que ce soit. Or il ne peut y avoir de réconciliation sans aveu du crime. On ne va pas reconstruire ce pays sur le mensonge mais sur la vérité. »

« Catherine Ninin, on vous retrouve après la diffusion de votre reportage. Vous abordez évidemment le thème du reportage de demain c'est-à-dire la tentative de Simon de réconciliation. En tout cas la nécessité de revivre ensemble. C'est évidemment difficile, mais apparemment certains...

- C'est extrêmement difficile mais certains arrivent ou essaient de le faire, enfin... Mais c'est un exercice... inimaginable.

- Alors on vous retrouve demain pour ce reportage. Juste deux questions tout de même : On a beaucoup entendu parlé d'un certain préfet...

- Le préfet Laurent Bucybaruta. Oui, il vit en France avec sa famille. Plusieurs plaintes ont été déposées contre lui par des familles de victimes et par des associations. Un juge parisien instruit cette affaire. Mais parallèlement le TPIR continue aussi ses investigations.

- En espérant le retrouver traduit devant...

- Devant le tribunal d'Arusha. En même temps, le TPIR aimerait bien que la France puisse le juger ici, en France.

Le préfet du reste a toujours, lui de son côté, démenti être impliqué dans ce génocide. Mais il a déjà passé plusieurs mois en prison avant d'être libéré.

- Et puis l'autre question évidemment, elle concerne ces militaires français qui apparemment étaient dans la région.

- Alors oui ces militaires. Officiellement, à cette époque, il n'y a pas de militaires français au Rwanda. Ils ont quitté le pays en décembre 1993 et ne reviennent que fin juin 94 avec l'opération Turquoise. Ces témoignages sont troublants. J'aurais souhaité pouvoir rencontrer ces Rwandais qui avaient trouvé refuge auprès des Français. Malheureusement, vous l'avez entendu, il y a très peu de rescapés de Murambi. Il pourrait s'agir d'un commando spécial opérant dans la région. Ce n'est pas improbable puisque par ailleurs j'ai recueilli d'autres témoignages à la prison de Kigali, des ex-FAR, des Interahamwe, qui attestent d'une présence française à cette époque.

- Et peut-être une anecdote pour terminer ?

- Alors une anecdote plutôt terrible, celle que m'a racontée Emmanuel, ce paysan hutu qui tenait ce barrage sur la route qui menait vers l'école de Murambi. Fin juin la communauté internationale se mobilise, les troupes françaises vont bientôt débarquer. Le préfet décide de transférer un petit groupe d'enfants rescapés vers Murambi. En passant le barrage, Emmanuel s'adresse au préfet. Il lui demande, faut-il encore les tuer ? Et le préfet répond, non, nous les gardons vivants pour montrer à la communauté internationale que nous avons sauvé les Tutsi, qui se massacraient entre eux.

Catherine, merci et à demain pour votre deuxième reportage. Dans un instant un nouveau journal. »